

BEJAIA

Le directeur de la santé publique dans le collimateur de l'intersyndicale

Le directeur de la santé et de la population est dans le collimateur de l'intersyndicale qui menace de recourir à des actions de protestation musclées pour obtenir son départ, ont annoncé les représentants des travailleurs de la santé lors d'un point de presse animé avant-hier au niveau du siège du Sete de Béjaïa. Un préavis de grève cyclique jusqu'au départ du DSP a été déposé, le 22 janvier passé. La chambre administrative de Béjaïa, saisie par le ministère de la Santé au motif "d'illégalité" de la grève, s'est déclarée incompétente au cours de sa session de lundi dernier, affirmant les membres de l'intersyndicale de la santé constituée des SNPSSP, SNMNGSP et du SETS-WB/UGTA.

Décidément, rien ne va plus dans le secteur de la santé à Béjaïa. Un secteur qualifié de "malade" par Amar Tou, ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, qui a eu à faire, pour rappel, lors de sa dernière visite du mois de novembre dernier à travers plusieurs structures sanitaires de la wilaya de Béjaïa, un constat sans complaisance sur l'état de son secteur dans la capitale des Hammaties. Un constat amer que l'intersyndicale de la santé de Béjaïa a eu à établir lors d'une conférence de presse, jeudi dernier, au siège du Sete de Béjaïa. Une montée au créneau visant, selon les syndicalistes de la santé, "à alerter et à éclairer l'opinion publique sur la situation dramatique que vit le secteur depuis l'arrivée de l'actuel directeur de la santé et de la population". Prenant la parole, le D' Derraj Boulouanour, président du bureau de Béjaïa du SNPSSP, avec des propos d'une très rare virulence, fustige le premier responsable de l'administration de la santé de la wilaya. "Le secteur de la santé ne cesse de subir les affres d'une mauvaise gestion, voire empirique depuis l'arrivée du DSP.

Au moment où notre pays connaît une embellie financière, une totale inertie règne dans la gestion de notre secteur géré par un responsable sans aucune ambition", fulmine le représentant des praticiens spécialistes de la santé publique de Béjaïa. A titre d'exemple, le syndicaliste indique que plus de 7 milliards de centimes destinés au chapitre des équipements ont été carrément "reversés" dans les caisses du Trésor public alors que des lignes téléphoniques "se trouvent coupées pour non-paiement", précise-t-il pour conforter ses accusa-

tions, "accablant le DSP de mauvaises gestions". Tout au long de son intervention, le syndicaliste a plaidé en faveur "de la réhabilitation du secteur de la santé afin d'assurer une meilleure qualité de soins et de proximité aux citoyens. Une santé au service des plus faibles", clame-t-il avec force. Abondant dans le même sens, le D' Farid Khellaf, responsable du bureau du SNMNGSP de Béjaïa ne va pas avec le dos de la cuillère pour accabler le directeur de la santé "à l'origine du marasme généralisé qui règne dans le secteur de la santé". "Le secteur de la santé de la wilaya de Béjaïa accuse un déficit énorme dans son développement qu'il va falloir rattraper en toute célérité. Mais pour ce faire, il faut un homme capable de piloter un programme ambitieux de développement et non celui qui hypothéquera la santé des citoyens."

Dans son intervention, le syndicaliste citera à titre d'exemple le cas du Samu de Béjaïa qui traverse une "situation catastrophique depuis plus de huit mois". "Des ambulances immatriculées en 2001 ne sont toujours pas réparées pour causes de pannes négligeables dont le coût de réparation ne dépassent pas les 250 000 DA et un manque de personnel médical, paramédical et ambulancier suite au départ non renouvelé de l'effectif, soit 15 médecins, à "l'ouverture du Samu, pour se retrouver à 7 médecins actuellement", a dénoncé le représentant des médecins généralistes. "Une situation désolante, déshonorante et rétrograde d'un secteur sanitaire de wilaya qui s'est retrouvé dans l'obligation de solliciter le Samu de Tizi-Ouzou pour l'évacuation d'un malade de son secteur vers le CHU d'Alger", se sont indignés également les mêmes syndicalistes à travers un rapport sur le Samu adressé au wali de Béjaïa au mois d'octobre écoulé. Des accusations graves sont également portées à l'encontre du directeur de la santé et de la population par le représentant du SETS affilié à l'UGTA, Nordine Ziani, qui parle de "démantèlement du secteur projet par projet" tout en soutenant que "plusieurs actions lancées par l'ancien DSP ont été carrément stoppées". Le même syndicaliste a violemment dénoncé aussi "les pressions, le harcèlement que subissent tous les travailleurs du secteur qui refusent de se soumettre au diktat et aux combines du directeur".

Dans la foulée, le même orateur confie que "plus de 80% des frais de mission de l'année 2005

ont été bouffés par l'actuel directeur de l'administration de Amar Tou à Béjaïa". "Ce qui n'a pas manqué de choquer même le contrôle financier de la wilaya", prend-il encore le soin de préciser.

Dans leurs interventions, les représentants de l'intersyndicale de la santé ont cité plusieurs projets mis "en veilleuse" par le DSP tels le pavillon des urgences, le complexe mère-enfant, le centre de rééducation d'I Matten, un centre de psychiatrie, un Samu accouchement et un hôpital à Tazmalt. Il faut dire que le signal de cette houle a été donné, il y a presque une année, dans un rapport accablant déjà l'actuel directeur de la santé de Béjaïa établi par l'intersyndicale et adressé au ministère de tutelle. "Nous refusons le fait accompli.

La population souffre, les malades agonisent, les espoirs s'amoindrissent, alors advenue que pourra", tel est le cri d'alarme des syndicalistes de Béjaïa qui dénoncent fermement dans leur rapport "la gestion archaïque et catastrophique du gestionnaire" qualifiée "d'obsolescence" et qui lui-même est un "tire-au-flanc, paresseux, incompétent poussant au pourrissement au profit de ses objectifs

inavoués pour que revive la santé de cette population qui est actuellement en souffrance foetale", lit-on dans un document de l'intersyndicale intitulé "un secteur en désarroi", dont une copie a été remise à la presse.

Dans le même document adressé au ministre de tutelle, le 26 juin 2006, tout en énumérant les différentes entraves pour une prise en charge efficiente des malades, notamment en matière d'infrastructures, effectifs en médecins généralistes, praticiens spécialistes, personnel paramédical et autres, les représentants des travailleurs parlent ouvertement "d'un démantèlement d'un secteur très sensible et stratégique, de dysfonctionnement des secteurs sanitaires, de blocages de divers projets, de dilapidation de biens et deniers publics".

Un rapport néanmoins qui semble sommeiller dans les tiroirs du ministère de tutelle, tout en sachant, comme le confirment les confédérés, qu'en dépit du constat accablant établi par le premier responsable du secteur et des multiples correspondances envoyées, les choses n'ont visiblement pas évolué d'un iota."

A. K.

TIZI-OUZOU

Il y a onze ans, Moha Achour tombait sous des balles assassines

Le 17 février 1996, Benghezli Achour, Moha Achour, comme préférait l'appeler ses très nombreux amis et camarades de combat, est tombé sous les balles assassines d'un groupe terroriste qui venait on ne sait d'où, traversant la ville armée de kalachnikovs, pour accomplir sa sale besogne, ôter la vie à un jeune homme, très estimé de tous, qui venait tout juste de faire sa traversée du désert en créant avec un de ses camarades de lutte, Moumouh Bakir, une agence de communication, ce faisant il mettait un terme à deux vies pleines de vitalité et de promesses. Avec Moh Achour, les sanguinaires, de ce qui se faisait encore appeler GIA et qui deviendra GSPC, n'ont pas épargné la jeune secrétaire de l'agence dont c'était le premier poste de travail. Ce jour-là, les assassins avaient pour objectif de faire un carton parmi les militants de l'exp-PAGS qui devait se réunir à 10 h au sein de l'agence située entre le stade du 1^{er} Novembre et le campus universitaire de Hasnaoua où Moh Achour fut pendant longtemps un militant très actif du MCB, il figurait parmi les 24 détenus du Printemps berbère.

A 10 heures et quelques minutes, les semeurs de la mort firent irruption à l'intérieur de l'agence avec leurs kalachnikovs, comme des policiers en civil qui accomplissent une mission d'ordre public. Moh Achour, qui avait, parmi ses très nombreuses qualités, le culte de la ponctualité se trouvait seul en compagnie de la secrétaire ; ils seront assassinés avec une rage et une sauvagerie caractéristiques des groupes islamistes armés qui ont ensanglanté tout le pays et continuent de le faire comme le démontrent les attentats à la voiture piégée de la semaine écoulée. Avant d'être la cible des criminels du GIA, il avait affronté pacifiquement au sein de l'université et sur plusieurs autres fronts avec son éternel sourire et sa légendaire

bonne humeur les précurseurs du GIA et du GSPC en même temps d'ailleurs que les partisans de la pensée unique et du reniement de la dimension barbare de notre identité nationale. Ces derniers lui ont fermé toutes les portes pour le punir de ses positions claires et courageuses. Il a souffert du chômage avant l'heure au moment où il suffisait de se présenter quelque part pour y être recruté. Cette souffrance n'a rien changé à sa détermination, à sa bonne humeur, à son optimisme. Moh Achour était un militant modèle, oublieux de ses difficultés. Il était toujours prêt à partager les peines des autres, à leur venir en aide même à ses propres dépens.

Voilà l'homme, le bénévole, l'humaniste, l'artiste disparu le 17 février 1995, victime des falsificateurs du message de bonté, de sagesse, de tolérance, de fraternité, de la recherche du savoir et du progrès qui est celui de l'Islam, devenu, malheureusement, sous leur règne celui de la terreur, du massacre des innocents, de l'obscurantisme, de la destruction. Moh Achour, qui a galéré de longues années durant à la suite des événements d'avril 1980, est assassiné au moment où il commençait à récolter les fruits de sa patience et de son endurance, au moment où ses capacités d'adaptation aux événements touchaient au but. Il est mort en laissant deux enfants en bas âge à la charge d'une femme qui aura été, durant les nombreuses et difficiles épreuves qu'il a traversées, sa fidèle compagne, son soutien déterminant et son égale.

Ses deux enfants, âgés aujourd'hui de 15 et 16 ans, doivent méditer sur la reconnaissance de l'Etat républicain en comparant les 10 000 DA de la pension mensuelle accordée à leur mère avec les largesses incommensurables dont bénéficient les assassins de leur père, défenseur de la République et de la démocratie.

B. T.

BOUIRA

Journée de vulgarisation sur la grippe aviaire

Dans le cadre de la lutte préventive contre la grippe aviaire, les directions des services agricoles et de la santé et de la population de la wilaya de Bouira ont organisé, samedi dernier, une journée de vulgarisation sur la grippe aviaire au niveau de la salle de conférences de la Chambre agricole.

Le but de cette rencontre est, comme l'avait souligné le DSP lors de son allocution d'ouverture, de multiplier les actions de sensibilisation envers les différentes couches de la société. Cela peut se faire à travers les écoles, les centres de formation professionnelle, l'université, le mouvement associatif et les affaires religieuses par des prêches. Aussi, la rencontre de ce samedi était-elle une rencontre de vulgarisation à l'endroit des vétérinaires et des médecins, afin que ces derniers enseignent à leur tour des rencontres de sensibilisation avec les enseignants et les responsables associatifs, lesquels pourront à leur tour expliquer aux élèves et aux citoyens avec lesquels ils sont quotidiennement en contact les dangers de cette maladie, ses symptômes, les mesures préventives pour l'éviter et, bien entendu, ses signes symptomatiques et les premières mesures à prendre lors de sa déclaration. Avant de donner la parole à l'inspectrice vétérinaire, le DSP a insisté sur les exercices de simulation qui devront être pratiqués par les vétérinaires et médecins formateurs lors de leurs réunions avec les représentants de la société civile.

Le DSP insista sur des exercices de simulation grand nature avec des combinaisons et autres masques à mettre en simuland des cas réels de grippe aviaire. Pour sa part, l'inspectrice vétérinaire donna à travers un diapositif un bref historique sur la grippe aviaire qui a été découverte, pour la première fois, en Chine en 2003, et sa manifestation la plus dangereuse, à savoir le H5N1, une souche qui peut contaminer l'homme et le tuer. Depuis 2003 et jusqu'à ce jour, 4 758 cas de grippe aviaire ont été découverts dont 273 cas humains qui ont causé 167 décès.

L'Algérie, qui constitue un couloir de passage pour plusieurs espèces d'oiseaux migrateurs, se devait de prendre toutes les mesures nécessaires pour parer à tous les risques surtout après les récents signalements de cas de cette maladie au Nigeria et en Egypte. Rappelons qu'à Bouira, la Direction des services agricoles avait, au lendemain de l'installation de la commission de veille et de lutte contre la grippe aviaire, le 12 février 2006, pris les dispositions nécessaires, en installant des cellules de surveillance des cheptels volatiles au niveau des subdivisions.

Des instructions ont été données pour que chaque anomalie ou mortalité survenue au sein d'un élevage ou constatée sur des oiseaux sauvages soit signalée et a doté les vétérinaires d'un matériel de protection adéquat en désinfectant régulièrement les locaux d'élevage.

Y. Y.

ALGER

Les directeurs et gestionnaires des centres de vacances en concertation

Le centre de vacances et de loisirs de Zéralda a abrité ce week-end l'assemblée générale de l'Association des directeurs et gestionnaires des centres de vacances et de loisirs de la wilaya d'Alger (ADG-WA). Présidés par le patron de cette structure, Guichi Charef, les travaux ont porté sur l'étude des points inscrits à l'ordre du jour, à savoir le bilan moral et financier ainsi que le programme d'action pour l'année 2007. Durant deux jours, les trente membres de l'ADG-WA, bien que satisfaits de la réalisation de la majorité des opérations programmées, n'ont pas manqué d'y apporter des critiques constructives.

La lecture de ce bilan met en exergue les axes de travail qui ont caractérisé les regroupements de perfectionnement effectués. Ainsi, la vie quotidienne dans un CVLS a été décortiquée dans certains de ses aspects.

Lors du premier regroupement, il a été question de l'assurance à effectuer avec la plus grande rigueur pour mettre les installations, les enfants et le personnel dans la sécurité.

Une autre journée réalisée a vu les directeurs et gestionnaires plancher sur les textes réglementaires régissant les CVLJ. A ce sujet, le président informe les présents que des propositions d'amendement de ces textes ont été transmises il y a quelque temps au ministère de la Jeunesse et des Sports. C'est, dira en substance M. Guichi, pour contribuer à leur refonte car ils ne répondent plus à la réalité vécue durant les séjours dans les CVLJ.

Le volet relatif à l'hygiène qui devait être traité lors d'une journée spécifique a été reporté suite à l'absence de l'expert invité à y intervenir. Concernant le bilan financier, les présents ont soutenu le patron de cette organisation algéroise dans sa demande auprès du MJS pour une augmentation de la subvention reçue annuellement. Une fois le bilan adopté, l'assistance entame l'étude du programme d'action pour cette année. Celui-ci comporte les mêmes axes déjà pris en compte.

Il s'agit de la formation et du perfectionnement. En plus des directeurs et gestionnaires à réunir régulièrement, cette association s'intéressera aux animateurs. Aussi, les encadreurs ont dénoncé l'insuffisance dans la formation des animateurs et animatrices dont ils ont eu connaissance dans leurs CVLJ.

Comme cet élément est le premier maillon de la chaîne d'encadrement des enfants dans le CVLJ, ils ne veulent plus les voir inséparablement mal formés. Ils comptent demander à la Direction de la jeunesse et des sports de la wilaya d'Alger de contribuer dans la formation de ces animateurs. A défaut, l'association organisera des journées de formation ou de recyclage.

En outre, la vulgarisation des textes régissant les CVLJ et le volet de l'assurance seront encore au programme cette année. Pour entrecouper ces journées d'étude, il est prévu des sorties et échanges au profit des encadreurs. Des échanges avec les encadreurs des wilayas d'Oran, Ain-Témouchent et Mascara sont prévus tout comme un week-end à Hammam Righa. Avant de se quitter, les présents ont demandé qu'une attention particulière soit faite en direction des anciens directeurs et gestionnaires des CVLJ. Sur ce point, il sera question d'une réception pour les honorer.

O. K.

Il escalade le toit de la mairie et menace de se donner la mort

La population de la ville de Béjaïa s'est réveillée, vendredi, sur des images qu'ils n'oublieront pas de sitôt.

En effet, un jeune homme, d'une trentaine d'années, dans un état dépressif, a réussi à tromper la vigilance des agents de sécurité du siège de l'APC du chef-lieu de wilaya, en début de matinée, pour grimper jusqu'au toit et, là, crier haut et fort son désarroi devant la situation précaire dans laquelle vit sa famille depuis longtemps. "Je préfère mourir que de continuer à vivre dans cet état. Si je mourrais ça m'arrangerait", hurlait le jeune homme aux agents de l'ordre et aux badauds surpris par cet acte unique en son genre à Béjaïa.

Le jeune désespéré arrachait les ampoules de la toiture avant de les casser sur sa tête, ensuite, il se lacraient le corps avec rage. Il menaçait de se jeter du haut de la mairie pour en finir avec son "désespoir". Selon nos informations, le jeune homme, un repris de justice, a passé quatorze ans en prison.

Le maire, appelé d'urgence par ses collaborateurs, a pu négocier avec le jeune homme. Ce dernier renonce alors à son acte. Il sera pris en charge par les éléments de la Protection civile et des responsables de la mairie. Il faut dire que jamais un tel acte ne s'est produit dans la capitale des Hammaties.

Kamel Gaci